

## Lycées occupés par les flics, jeunes gazés, profs menacés **APRÈS NOUS, NOS ENFANTS ?**

*Macron a appelé ses troupes à faire preuve « d'humanité »... suite à la bourde de la ministre du travail, qui avait refusé de voter l'allongement à 12 jours du congé parental en cas de décès d'un enfant. Mais ne vous y trompez pas... L'« humanité » de Macron, c'est pour la frime.*

### **Un bac Blanquer... à la sauce Castaner!**

Pour un simple départ de feu dans une poubelle lors d'un rassemblement devant leur lycée, 4 lycéens se sont retrouvés en garde à vue toute la nuit, avant d'être déférés au parquet de Paris. Dans les lycées comme ailleurs, le gouvernement, ministre Blanquer en tête, tente de faire passer en force une réforme dont personne ne veut : professeurs comme élèves dénoncent depuis des semaines le flou total dans lequel se déroulent ces épreuves et le stress que cela engendre.

Partout, les manifestants sont unanimes : la colère est forte contre ces épreuves, mais aussi contre l'état de l'éducation, où la suppression de postes et le manque de moyens dégradent les conditions d'étude et augmentent les inégalités.

Alors, la réponse du gouvernement, c'est « l'humanité » en actes. Au lycée Guist'hau de Nantes, les élèves ont été gazés à bout portant. De même à Bordeaux, à Rennes, au Mans ou en Seine-Saint-Denis, où les épreuves se sont tenues parce que les policiers jouaient aux cow-boys dans les couloirs du lycée. Ministre et recteurs se sont déchaînés, produisant des circulaires menaçantes, exigeant des chefs d'établissements qu'ils sanctionnent à tour de bras, qu'ils ponctionnent les salaires des profs, quitte à être dans l'illégalité, qu'ils menacent les élèves d'un zéro à une épreuve comptant pour 30 % de la note du bac pour les lycéens... Certains directeurs d'établissements s'y sont complaisamment prêtés, croyant sans doute qu'ils dirigent une prison et non un lycée... D'ailleurs, dans certains établissements, à Bordeaux, à Aiguillon, les lycéens ont été confinés, enfermés, grilles cadenassées, alarmes in-

condies désactivées par ces proviseurs trop zélés.

Au point que Rodrigo Arenas, le président de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves, dénonce la criminalisation des élèves protestataires « punis parce qu'ils se rebellent ... c'est délirant », conclut-il.

Malgré tout cela, les épreuves ont été perturbées dans 660 établissements, et dans plus de 200 les épreuves ont même dû être reportées ou annulées. « Là où personne ne crée de désordre, les choses se passent tout à fait normalement » a fini par déclarer Blanquer le 5 février. Sauf qu'à force de tirer sur la corde, le désordre se généralise.



### **Une brèche dans le mur du mépris ?**

Blanquer & Co ont beau dire que les épreuves se déroulent correctement dans l'ensemble, la situation est telle qu'il vient d'annoncer qu'il allait organiser différemment les prochaines épreuves.

Ce recul, on le doit à la mobilisation qui a mis sur le devant de la scène le mépris d'une hiérarchie pour ses agents et la volonté d'en découdre collectivement. De quoi donner confiance pour continuer la lutte contre la réforme des retraites.

Le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation. En témoignent les avocats, les éboueurs de Paris et Marseille, les agents d'Enedis, ceux des centrales nucléaires, et tous les manifestants qui ont participé à la journée du 6 février, faisant remonter les chiffres des manifestations. Avec tous ces foyers de contestation, nous pouvons encore donner des sueurs froides au gouvernement !

## Hors de prix

Comme chaque année, le timbre augmente, il a pris 10 % au 1er janvier. Son prix a doublé en 10 ans.

La Poste se sert toujours du prétexte de la baisse du courrier mais son chiffre d'affaires augmente, lui, tous les ans et nos salaires sont bloqués. Alors ce qu'il faut, c'est obliger La Poste à nous rendre des comptes sur où va l'argent !

## Robin des bourges

Le gouvernement prévoit de supprimer les aides au logement (APL) pour 600 000 foyers et de les réduire de 1 000 euros par an pour 1,2 million d'autres.

La réforme est provisoirement reportée de 4 mois, car Macron craint que cela illustre une nouvelle fois sa politique anti-ouvrière au moment de faire avaler sa réforme des retraites.

## Victoire des grévistes de Chronopost

Depuis juin 2019, les travailleurs sans-papiers travaillant à l'agence Chronopost d'Alfortville occupaient le site pour demander leur régularisation. Pendant 7 mois, ils ont tenu bon, malgré la canicule en été, les intempéries et maintenant le froid. Ils ont surtout fait face au mépris de La Poste, qui s'en lavait les mains au prétexte qu'ils étaient intérimaires.

Leur détermination a payé ! 26 d'entre eux sur 27 ont été régularisés. Le 27e devrait suivre. Les patrons comme La Poste savent faire appel à des travailleurs sans-papiers en connaissance de cause, espérant pouvoir les exploiter plus. Ces collègues se sont défendus et ont gagné. C'est une victoire pour nous tous !

## Victoire des postiers en Guadeloupe

### La Martinique toujours en grève

En Guadeloupe et Martinique, les postiers se sont mis en grève le 14 janvier contre les conditions de travail épuisantes, le sous-effectif et l'arrogance de la direction qui couronne le tout.

Avec des bureaux de poste fermés, le centre de tri bloqué avec des centaines de grévistes, la grève en Guadeloupe a été une victoire : au bout de 5 jours, la direction a cédé 103 embauches, dont 70 en CDI, parmi lesquels des collègues en intérim, dont les grévistes réclamaient l'embauche directe par La Poste.

En Martinique, la grève se poursuit comme d'ailleurs le mouvement contre la réforme des retraites. Là bas comme ici, la force des travailleurs, c'est la grève !

## Loin du compte

La Poste a reconduit la prime Macron/Gilets jaunes, qui nous sera payée en mars. Son montant est fixé (pour les agents à temps complet) à 250 euros pour ceux qui gagnent moins de 1,5 fois le SMIC, et 150 euros pour les autres.

C'est donc 50 euros de moins que l'an dernier. De toute fa-

çon, c'est au minimum 300 euros qui nous manquent tous les mois pour vivre.

## L'important, c'est le montant

La Poste a prolongé à fin avril le délai pour continuer à recevoir notre bulletin de paie au format papier. Après quoi, ceux qui n'ont pas refusé le recevront automatiquement dans un « coffre fort numérique ».

Étant donné le montant de nos paies, parler d'un « coffre fort » est exagéré. Une simple tirelire aurait fait l'affaire.

## C'est la réforme des retraites qu'il faut mettre à la poubelle

Depuis bientôt deux semaines, des salariés des centres et usines de traitement de déchets en Île-de-France ont cessé le travail pour protester contre la réforme des retraites.

Les déchets s'accumulent et la direction a décidé l'enfouissement d'une grande partie des déchets dans le sol. 5 000 tonnes de détritiques enfouies chaque jour, soit environ 65 000 tonnes en deux semaines, « la seule solution, mais la pire », regrette un porte-parole de la direction.

Le mouvement de grève contre la réforme des retraites révèle bien des choses... comme le manque global de capacité de traitement des déchets et les choix des décideurs prêts à tout pour éviter de retirer leur réforme des retraites, y compris les choix les plus désastreux pour l'environnement.



## Israël/Palestine : la paix selon Trump

Le 28 janvier, Trump a osé appeler un « plan de paix » son projet qui s'aligne sur toutes les demandes de la droite israélienne. Son projet prévoit l'annexion de tout Jérusalem et d'une large partie de la Cisjordanie à l'État d'Israël. D'un État palestinien, en revanche, il ne resterait qu'une promesse soumise à des conditions draconiennes, sur un territoire limité et complètement morcelé.

Ce « deal du siècle », c'est le « feu vert à la poursuite de l'occupation », dénonçaient les manifestants israéliens à Tel Aviv qui, le 1er février, contestaient ce plan de Trump et la politique de Netanyahu. L'oppression d'un peuple par un autre, ça ne peut pas être la paix.